

Journée Mondiale de la population

L'égalité des genres par l'élimination de la violence contre les femmes

La Mauritanie a célébré le lundi 11 juillet la journée internationale de la population, à l'instar de la communauté internationale.

L'édition 2005 de cette journée est placée sous le thème de "l'égalité des genres", en vue d'une meilleure intégration des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle des nations. La cérémonie officielle marquant le début des activités de la journée mondiale de la population, et qui s'étendront sur une semaine en Mauritanie par des manifestations à Nouakchott et à Kiffa Au programme de cette semaine, une série de manifestations : des communications traitant des problèmes de population, tout particulièrement du genre, projection de films, distribution de kits, un atelier de réflexion sur le thème de la population, de la jeunesse et du genre, une conférence débat sur les jeunes et le genre et une soirée culturelle. Ce premier bloc de manifestations qui s'est déroulé le 11 juillet a eu pour cadre la nouvelle maison des jeunes de Nouakchott.

Dans la perspective de l'organisation de cette journée, la TVM a diffusé le dimanche 11 juillet un spot sur les problèmes de population et du genre. Les activités continueront le 13 juillet, avec une table ronde radio diffusée, une conférence débat sur la scolarisation des filles en milieu urbain et semi urbain, sketch sur les problèmes des filles, conférence sur le genre, un match de basket-ball féminin, une journée de sensibilisation des parlementaires... En somme, une semaine bien remplie.

Intégrer la notion de genre

L'intégration de l'élément féminin qui constitue la majorité de la population dans le monde et dans les pays en voie de développement (cas du nôtre) est aujourd'hui une nécessité absolue, une exigence politique, économique, sociale humaine et morale incontournable. Mais réaliser cet impératif pour parvenir à "l'égalité et l'équité en matière de genre", conformément à l'objectif de la journée dans sa version 2005, suppose une stratégie et une démarche adéquate visant l'élimination des violences faites aux filles et aux femmes. Alors, avec l'appui du FNUAP, les autorités mauritaniennes s'emploient depuis quelque temps à "lever les tabous sur les questions liées à l'excision et au viol", briser ce mur du silence qui force la femme ou la jeune fille à se taire, sous l'emprise de la peur et de "la honte de l'opprobre", après avoir été victime du crime ignoble que constitue le viol. Le fait étant souvent imputable à un membre de la famille, les rapports entre la victime et le bourreau agissant comme une chape de plomb et un verrou de blocage contre toute alerte des autorités ayant diligence pour engager les poursuites et l'opinion.

Dans le cadre de la stratégie appliquée par le gouvernement et le FNUAP, un plaidoyer intensif a été mené auprès des départements ministériels concernés (santé, justice, police), mais également à l'endroit des parlementaires, des ulémas et leaders d'opinion sur les violences sexuelles faites aux filles et aux femmes. Un plaidoyer qui devrait, nous l'espérons, mener la presse

officielle à se départir de sa légendaire langue de bois et à désigner le chat par son vrai nom, en parlant carrément de violences sexuelles faites aux femmes et aux filles et à ne plus s'arrêter "pudiquement" au terme violence tout court, car la chose est d'une extrême importance pour qu'on y aille avec le dos de la cuillère. Une analyse de la situation des violences faites à cette couche de la population a ainsi conduit à la définition et à la mise en œuvre d'actions en vue d'éliminer "un phénomène émergent et méconnu, qui se développe rapidement, surtout dans les grandes agglomérations", indique un document du Fonds des Nations Unies pour les Populations (FNUAP) consacré au partenariat entre cette agence des Nations Unies et le gouvernement mauritanien, lequel définit les objectifs, énumère les actions et donne les résultats de la coopération entre les deux parties. En plus de ces questions liées à la violence physique et sexuelle, les problèmes de santé comme la maternité sans risque, la santé de la mère et de l'enfant, la prévention et le traitement des fistules obstétricales, la lutte contre le VIH/SIDA, l'élimination des pratiques néfastes (mutilation génitales des filles), la prise en charge effective des problèmes des jeunes face au VIH/SIDA... figurent en bonne place dans ce partenariat.

Pour l'élimination des fistules obstétricales

Le document du Fonds des Nations Unies portant sur le partenariat avec le gouvernement mauritanien et remis à la presse à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la population, révèle la mise en chantier d'un programme pour prendre en charge les soins de la fistule obstétricale par le projet national de santé reproductive. Une enquête, la première du genre "réalisée dans les régions du Hodh El Chargui, de l'Assaba et du Guidimakha, a permis d'avoir une idée précise de la réalité du phénomène dans le pays", selon le document. Partant de ce constat, le ministère de la Santé et des affaires sociales, la coopération française, les agences du SNU et la société civile ont élaboré une stratégie nationale de lutte contre les fistules obstétricales. Le nouveau plan pour éliminer ce fléau vise à doter la Mauritanie de "structures adéquates pour la prévention, la prise en charge médico-chirurgicale et psychologique des femmes porteuses de fistules obstétricales, et à contribuer à leur élimination sur l'ensemble du pays". Dans le cadre de l'exécution de ce programme d'éradication des fistules obstétricales, une ONG française a effectué 20 opérations chirurgicales à Nouakchott au cours des dernières semaines.

L'une des patientes avait traîné "sa honte" pendant 18 ans, avant de vivre ce jour comme une véritable délivrance, a rapporté un haut responsable du secrétariat d'État à la condition féminine, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la population.

AMADOU SECK